



## Déclaration de la FNEC FP FO au CTSD du 2 septembre 2022

Monsieur le directeur académique,  
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Nous avons pu lire ou entendre ces derniers jours dans les médias nationaux et locaux que l'administration est sereine pour cette rentrée, en raison notamment de l'absence de protocole sanitaire et de l'amélioration du taux d'encadrement.

Sereins, la FNEC FP FO et les personnels qu'elle représente le sont beaucoup moins !

Les enseignants, PsyEN et encore plus les AESH, ont bien en cette rentrée scolaire les mêmes préoccupations que les autres salariés : ils sont frappés de plein fouet par l'inflation et voient leur pouvoir d'achat s'effondrer. Le gouvernement n'accorde qu'une « augmentation » de 3,5% de la valeur du point d'indice alors que l'inflation dépasse déjà les 6% pour l'année 2022, il refuse toujours un vrai statut et un vrai salaire aux AESH.

Cette chute du pouvoir d'achat s'accompagne d'une dégradation sans précédent des conditions de travail.

Combien de temps va-t-il encore falloir attendre pour que des moyens soient enfin attribués à l'école ? Dans son discours du 19 août (à Bormes-lès-Mimosas), le président a exhorté la population à "*accepter de payer le prix de la liberté*", comprendre se serrer la ceinture, accepter les réformes destructrices des droits en lien direct avec l'augmentation des dépenses pro-guerre. Le 24 août, introduisant le conseil des ministres, il confirme cette orientation : "*Nous vivons la fin de ce qui pouvait paraître comme une abondance [...] et nous aurons à en tirer les conséquences en termes de finances publiques.*"

La préservation de la liberté passe par l'investissement à la hauteur des besoins considérables dans le secteur de l'enseignement public et non par l'éducation à la militarisation. Il y a des mesures d'urgence à prendre pour faire face aux manques structurels dans notre secteur d'activité - comme dans celui de la santé notamment, et les salariés comme les publics n'ont pas à faire le sacrifice de leur droit à la formation scolaire et aux soins au nom de conflits servant des intérêts strictement privés.

Les premiers retours des collègues le jour de la rentrée ne nous rassurent pas, avec par exemple des élèves notifiés MDPH sans AESH ou des remplaçants qui semblent déjà bloqués pour l'année scolaire sur des postes non pourvus.

Les médias ont largement abordé la question du manque d'enseignants pour cette rentrée. La bonne nouvelle, c'est que puisqu'il n'y a plus de Covid, on ne pourra enfin plus dire que c'est la pandémie qui en est responsable !

Quant aux contractuels, qui peut croire qu'on peut former un enseignant en 4 jours alors qu'il faut 4 semaines pour obtenir le BAFA et pouvoir encadrer des groupes de 8 enfants en colonie de vacances ? Comment penser qu'on va redonner de l'attractivité au métier d'enseignant en faisant passer de tels messages auprès de l'opinion publique ?

Il reste encore une dizaine de candidats non recrutés sur les listes complémentaires du CRPE 2022. Nous demandons leur recrutement immédiat, et le ré abondement des listes complémentaires à hauteur des besoins.

Les personnels veulent pouvoir travailler sereinement. Ils ne veulent pas des méthodes du privé telles que les évaluations d'école ou le recrutement des personnels par les directeurs.

Ils veulent du respect de la part de leurs supérieurs hiérarchiques, un salaire décent qui passe par le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat pour tous les échelons. Ils veulent la réouverture de places dans les structures spécialisées pour l'accueil des enfants en situation de handicap. Ils veulent des formations qui correspondent à leurs besoins. Ils peuvent être remplacés lorsqu'ils sont absents.

Dès la semaine prochaine, les personnels se réuniront avec les syndicats de la FNEC FP FO pour faire un état des lieux, établir leurs revendications et organiser la mobilisation.

Concernant maintenant l'objet de ce CTSD, vous savez Monsieur le Directeur Académique, que nous sommes très attachés au respect des instances. Les ouvertures et fermetures de classe se décident lors des CTSD et CDEN. Il n'est pas acceptable qu'un IEN en fasse fi et propose à une équipe de mettre en place dès la rentrée une organisation pédagogique qui tienne compte d'une fermeture de classe qui pourrait être décidée lors de l'une de ces instances. Par ailleurs, même si nous pouvons vous annoncer dès maintenant que, fidèles à nos convictions, nous voterons contre la proposition de carte scolaire qui nous sera faite, car le compte n'y est pas, nous demandons qu'aucune fermeture ne soit prononcée lors de ce CTSD.